

mais on ne s'est pas moins réuni pour y discuter les questions qu'on essayait à résoudre à Washington.

En terminant permettez-moi de donner mon opinion sur le gouvernement actuel depuis qu'il a pris les rênes de l'administration. Il a offert à des amis des ministres 3,700,000 acres de terrain aurifère pour la construction d'un tramway de 150 milles. Il a dépensé \$12,000,000 de plus que son prédécesseur pendant le même laps de temps. Il a augmenté la dette nationale de \$7,000,000 et les impôts de \$2,000,000. Il a élevé les droits sur le sucre et le tabac. Il a diminué l'intérêt que retire le pauvre de ses épargnes. Grâce à sa politique, certains fabricants de ce pays ont dû réduire les salaires du pauvre ouvrier de 10 pour 100. Il a donné d'innombrables entreprises à des amis sans demander de soumissions. J'ai à l'ordre du jour une interpellation—et j'espère avoir une réponse dans peu de jours,—au sujet des entreprises données sans soumissions, une à mon ami McGillicuddy, de Goderich—

Le MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS : Après soumission.

M. TAYLOR : Pas après soumissions publiques.

Le MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS : Après avoir obtenu des soumissions publiques, et nous avons accepté la plus basse.

M. TAYLOR : Le gouvernement actuel a donné une foule de commandes au "Globe," de Toronto, et a avoué ici que le contrat fait avec le chemin de fer du comté de Drummond avait occasionné une perte de un million de dollars. Il a donné des entreprises de dragage à des parents des ministres sans demander des soumissions, mon honorable ami (M. Tarte) ne le niera pas—et les concessionnaires ne font pas l'ouvrage et en retirent les profits. Le gouvernement a essayé de mettre au pillage le fonds des écoles du Manitoba afin d'en distribuer l'argent à ses amis. Voilà comment il rachète ses promesses. Voilà ce qui a provoqué la prospérité dans le pays, à les en croire. Je vous remercie, M. l'Orateur, et je remercie les membres de cette Chambre de m'avoir écouté avec une aussi grande attention.

M. R. LEMIEUX (Gaspé) : C'est toujours avec une profonde émotion, M. l'Orateur, que je me lève pour vous adresser la parole dans votre langue maternelle. Jamais je n'ai été plus fortement convaincu qu'aujourd'hui de l'obligation où je suis, comme député canadien-français, de parler, sinon d'une manière classique, du moins avec facilité, la langue anglaise, afin de prendre une part active aux débats de cette Chambre.

Quelque difficile que soit la tâche, je l'accepterai volontiers, en ce qui me regarde,

comptant sur la courtoisie et l'indulgence inaltérables de mes collègues. Je dirai, en outre, que je crois à la loi des compensations. Tout effort généreux de l'esprit humain porte sa récompense. L'éloquence est certainement moins entraînante lorsque des mots et un accent étrangers lui servent de véhicule, mais n'est-elle pas plus démonstrative et plus logique ? La pensée n'est-elle pas plus claire et la puissance d'argumentation plus grande lorsque l'imagination est pour ainsi dire contenue et maîtrisée ?

Avant de discuter quelqu'une des questions publiques qui ont été soulevées durant ce débat, je désire dire que les préjugés de parti ne m'aveuglent pas au point de m'empêcher d'exprimer une opinion honnête, impartiale, sans crainte ni espoir de faveur.

Je suis libéral, et j'ai été élu comme libéral en 1896. Le libéralisme anglais m'a toujours semblé au-dessus de toutes les autres croyances politiques, conformes à nos idées modernes de réforme et de progrès. Pour me servir des paroles de Macaulay, je dirai que je crois en cette

Classe d'hommes pleins d'espérance, hardis à concevoir, allant toujours en avant, prompts à discerner les imperfections dans tout ce qui existe, portés à se jouer des dangers et des obstacles qui accompagnent les améliorations, et disposés à donner le nom de progrès à tout changement.

Cependant, M. l'Orateur, bien que je sois libéral, je désire m'élever plus haut et, durant ce débat, parler non pas comme partisan, mais comme Canadien. Je prétends, M. l'Orateur, que nous pouvons bien cesser nos luttes de parti, avec toute leur acrimonie, et nous enorgueillir également des succès de notre pays.

En examinant les trois périodes décennales qui se sont écoulées depuis la Confédération, je ne puis m'empêcher de dire que les trente dernières années ont été des années de progrès au point de vue national et commercial.

Le problème du gouvernement autonome, que l'on avait déclaré insoluble en 1867, est résolu depuis longtemps.

Les querelles de religion et de race, Dieu merci ! ont disparu et ne soulèveront plus les passions des électeurs. Cet apaisement s'est produit avec le temps ; plus les obstacles ont été grands, plus grand a été l'avantage que nous avons obtenu à les surmonter.

Les progrès matériels de ce pays n'ont pas été moins étonnants.

En 1867, le volume total du commerce était de cent trente et un millions de dollars (\$131,000,000), et en 1897, il avait atteint le chiffre de deux cent cinquante-sept millions de dollars (\$257,000,000). Les champs de blé rapportent depuis peu jusqu'à soixante millions de boisseaux ; le rendement des produits miniers réunis, en 1897, a été de près de trent millions ; les pêcheries nous donnent annuellement vingt millions, tant les pêcheries côtières que celles de l'intérieur ; nous exportons aujourd'hui pour cinquante millions de produits agricoles, et nos richesses forestières deviennent de plus en plus inappréciables.